

**Pérou****Affrontements meurtriers entre des tribus amazoniennes et la police**par **Eric Samson**

Article publié le 06/06/2009 Dernière mise à jour le 06/06/2009 à 14:56 TU

Plus les heures passent et plus le bilan s'alourdit. Au moins trente-trois personnes ont trouvé la mort au cours d'affrontements, à Bagua dans le nord du Pérou, qui ont opposé vendredi 5 juin la police péruvienne aux tribus amazoniennes qui protestent contre les efforts du gouvernement en faveur de l'exploitation pétrolière, minière et forestière dans la région amazonienne. Une centaine d'autres personnes ont été blessées alors que le gouvernement et les indiens s'accusent mutuellement d'avoir provoqué les combats.

Imprimer l'article

Envoyer l'article

Réagir à l'article

*Avec notre correspondant à Quito, Eric Samson*

Un manifestant blessé lors des heurts entre les tribus amazoniennes et la police, à Bagua, le 5 juin 2009.  
(Photo : AFP)

Les combats ont commencé sur une route amazonienne bloquée depuis des semaines par les indigènes, à 1 400 kilomètres au nord-est de Lima, la capitale. Les indiens accusent le gouvernement de « *génocide* » et affirment que la police a ouvert le feu sur les manifestants depuis des hélicoptères.

Les forces de l'ordre ont répliqué en indiquant qu'elles n'ont fait que se défendre et que les indiens ont tiré les premiers. Une accusation que réfute Alberto Pizango, principal leader du soulèvement, qui indique que les manifestants n'étaient pas armés, ou tout au moins qu'ils n'avaient pas de fusils mais leurs lances traditionnelles.

Dans ce qui est aujourd'hui le pire incident du gouvernement d'Alan Garcia, les leaders indigènes et la ministre de l'Intérieur parlaient vendredi 5 juin d'au moins vingt-deux indigènes et onze policiers tués.

Depuis le début du mois d'avril, et dans plusieurs régions amazoniennes du Pérou, une soixantaine de tribus exigent que le gouvernement et le congrès annulent une dizaine de décrets lois qui selon elles permettent aux compagnies pétrolières, forestières et minières d'exploiter sans contrôle leurs terres ancestrales.

Alors que le président Alan Garcia affirme que les leaders indigènes agissent pour des raisons électorales, cette crise pourrait précipiter le départ du Premier ministre Yehude Simón qui favorise depuis des semaines une sortie négociée à la crise.